

**DEPARTEMENT DE  
LA HAUTE-SAVOIE**

\*\*\*

**ARRONDISSEMENT  
DE ST JULIEN-EN-  
GENEVOIS**

\*\*\*

**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
ANNEMASSE – LES VOIRONS – AGGLOMERATION**

**SIEGE : 11, AVENUE EMILE ZOLA – 74100 ANNEMASSE**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL**

**OBJET :**

**CRÉATION DE LA  
COMMISSION LOCALE  
D'ÉVALUATION DES  
CHARGES  
TRANSFÉRÉES (CLECT)**

**N° CC\_2020\_0109**

**Séance du : mercredi 16 septembre 2020**

**Convocation du : 9 septembre 2020**

**Nombre de membres en exercice au jour de la séance : 56**

**Président de séance : Gabriel DOUBLET**

**Secrétaire de séance : Nadège ANCHISI**

**Membres présents :**

Guillaume MATHELIER, Laurent GILET, François LIERMIE, Christian DUPESSEY, Christian AEBISCHER, Ines AYEB, Maryline BOUCHÉ, Michel BOUCHER, Robert BURGNIARD, Kévin CHALEIL-DOS-RAMOS, Natalia DEJEAN, Djamel DJADEL, Gulsun ERSOY, Dominique LACHENAL, Nicolas LEBEAU-GUILLOT, Louiza LOUNIS, Pascale MAYCA, Amine MEHDI, Mylène SAILLET RAPHOZ, Pascal SAUGE, Yves CHEMINAL, Marie-Claire TEPPE-ROGUET, Bernard BOCCARD, Claude ANTHONIOZ, Paulette CLERC, Anny MARTIN, Jean-Michel VOUILLOT, Nadège ANCHISI, Antoine BLOUIN, Anne FAVRELLE, Odette MAITRE, Stéphane PASSAQUAY, Isabelle VINCENT, Denis MAIRE, Jean-Luc SOULAT, Pauline PLAGNAT-CANTOREGGI, Gabriel DOUBLET, Yannick CHARVET, Danielle COTTET, Patrick ANTOINE, Jean-Pierre BELMAS, Michel COLLOT, Véronique FENEUL, Pascale PELLIER, Maurice LAPERROUSAZ, Alain LETESSIER, Marie-Jeanne MILLERET

**Représentés :**

Maxime GACONNET par Pascale MAYCA, Chadia LIMAM par Amine MEHDI, Jean-Paul BOSLAND par Antoine BLOUIN, Nadine JACQUIER par Marie-Jeanne MILLERET

**Excusés :**

Bertilla LE GOC, Nabil LOUAAR, Marion BARGES-DELATTRE, Joanny DEGUIN, Daniel DE CHIARA

\*\*\*

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Annemasse les Voirons Agglomération, modifiés par arrêté préfectoral n° 2020-0007 du 6 février 2020,

Vu le code général des impôts et notamment l'article 1609 nonies C-IV, une commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT) doit être créée entre l'Établissement Public de Coopération Intercommunale et ses communes membres afin d'évaluer les transferts de charges qui pourront s'opérer durant le mandat,

Considérant que cette commission doit être créée par délibération du Conseil communautaire qui en détermine la composition à la majorité des deux tiers de ses membres. La CLECT doit être composée de membres des conseils municipaux des communes membres, étant précisé que chaque Conseil municipal dispose d'au moins un représentant.

Il est donc proposé que chaque commune membre d'Annemasse Agglo soit représentée à la CLECT par deux membres.

Considérant que, par courrier adressé le 09 juillet 2020 à chacune des 12 communes de l'Agglomération, il était demandé que chaque Conseil municipal procède à l'élection en son sein de deux membres amenés à siéger à la CLECT,

Considérant que l'ensemble des communes a délibéré,

Le Conseil Communautaire, entendu l'exposé du rapporteur,

Après en avoir délibéré :

A l'unanimité,

DECIDE :

DE CRÉER la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT),

DE FIXER à 1 titulaire et 1 suppléant le nombre de représentant à la CLECT de chaque commune membre d'Annemasse Agglo, soit 24 membres,

DE DESIGNER les membres qui la composent comme suit :

<b>Communes</b>	<b>Titulaires :</b>	<b>Suppléants :</b>
Ambilly	Guillaume Mathelier	Laurent Gilet
Annemasse	Dominique Lachenal	Christophe Borrel
Bonne	Catherine Dentand	Jacques Meylan
Cranves-Sales	Claude Anthonioz Rossiaux	Jacky Sonnerat
Etrembières	Jean-Michel Vouillot	Nicolas Tereins
Gaillard	Antoine Blouin	Stéphane Passaquay
Juvigny	Rudi Riffart	Denis Maire
Lucinges	Jean-Luc Soulat	Jean-Paul Lemmo
Machilly	Eve Beguin	Benjamin Willen
Saint-Cergues	Steve Bonnard	Danielle Cottet
Vétraz-Monthoux	Patrick Antoine	Anne-Lise Voutay-Mermet
Ville-La-Grand	Nadine Jacquier	Marie-Jeanne Milleret

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Président d'Annemasse Agglo dans le délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Grenoble dans le délai de deux mois à compter de la notification de la délibération ou de sa date d'affichage, ou à compter de la réponse d'Annemasse Agglo, si un recours gracieux a été préalablement déposé.*